

**Conseil économique et social**

Distr. générale
19 novembre 2019
Français
Original : anglais

Commission économique pour l'Europe

Conférence des statisticiens européens

Groupe d'experts des registres des entreprises

Seizième session

Genève, 30 septembre-2 octobre 2019

**Rapport du Groupe d'experts des registres des entreprises
sur sa seizième session***Résumé*

Le présent document résume les principaux résultats de la réunion du Groupe d'experts des registres des entreprises qui s'est tenue du 30 septembre au 2 octobre 2019. Ce rapport est présenté afin d'informer la Conférence des statisticiens européens de l'organisation et des résultats de cette réunion.

La réunion a été organisée à la suite d'une décision de la Conférence des statisticiens européens de juin 2019 (ECE/CES/2019/13) et de la recommandation formulée par le Groupe d'experts des registres des entreprises à sa précédente réunion, en septembre 2017 (ECE/CES/2018/14/Add.8).



I. Introduction

1. La seizième réunion du Groupe d'experts des registres des entreprises s'est tenue à Genève (Suisse) du 30 septembre au 2 octobre 2019. Elle a été organisée en coopération avec l'Office statistique de l'Union européenne (Eurostat) et l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE) et avec l'appui de l'Association européenne de libre-échange (AELE).

2. Ont participé à la réunion des représentants des pays suivants : Afrique du Sud, Allemagne, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bangladesh, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, Canada, Danemark, Espagne, Estonie, État de Palestine, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Inde, Irlande, Islande, Italie, Japon, Kazakhstan, Kirghizistan, Lettonie, Maroc, Mexique, Mongolie, Ouzbékistan, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Macédoine du Nord, République de Moldova, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Serbie, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tadjikistan, Turquie et Ukraine.

3. Ont également pris part à la réunion des représentants de l'AELE, de la Banque centrale européenne (BCE), du Comité inter-États de statistique de la Communauté d'États indépendants (CIS-STAT), de la Commission économique eurasiennne, de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), de la Division de statistique de l'ONU, d'Eurostat, de la Mission des Nations Unies au Kosovo (MINUK), de l'OCDE, de l'Organisation internationale du Travail (OIT) et de l'Université technique de Géorgie.

4. La réunion était présidée par M. Andrew Allen (Royaume-Uni). Roland Sturm (Allemagne), Luisa Ryan (Australie), Jamie Brunet (Canada), Mari Rantanen (Finlande), Pierrette Schuhl (France), Caterina Viviano (Italie), Volker Taube (AELE) et August Götzfried (Eurostat) ont présidé les séances.

II. Organisation de la réunion

5. La réunion a été divisée en plusieurs séances, à savoir :
 - a) Séance 1 : Utilisation de sources de données administratives aux fins des registres statistiques des entreprises ;
 - b) Séance 2 : Utilisation des mégadonnées et d'autres nouvelles sources de données aux fins des registres statistiques des entreprises ;
 - c) Séance 3 : Différentes utilisations des registres statistiques des entreprises ;
 - d) Rapports d'étape des pays ;
 - e) Séance 4 : Rôle du registre statistique des entreprises dans la modernisation et l'intégration de la production statistique ;
 - f) Séance 5 : Portails Web à l'intention des entreprises répondantes ;
 - g) Séance 6 : Production de statistiques sur la démographie des entreprises et l'entrepreneuriat au moyen du registre statistique des entreprises ;
 - h) État d'avancement des travaux du Comité d'experts des statistiques relatives aux entreprises et au commerce ;
 - i) Séance 7 : Registres statistiques des entreprises et mondialisation ;
 - j) Séance spéciale à l'intention des pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale et des pays d'Europe du Sud-Est.

III. Résumé des débats et principales conclusions de la réunion

6. On trouvera ci-après des recommandations concernant les travaux futurs. Les principaux résultats et conclusions auxquels les participants sont parvenus pendant les séances sont présentés dans l'annexe. Le compte rendu de la réunion est affiché sur le site Web de la CEE (<http://www.unece.org/index.php?id=50811>).

IV. Recommandations concernant les travaux futurs

7. Il a été proposé de débattre des sujets ci-après à la réunion conjointe du Groupe d'experts des registres des entreprises, qui se tiendra en 2021, sous réserve de la décision du Bureau de la Conférence des statisticiens européens :

- a) *Utilisation des données administratives, des mégadonnées et d'autres sources de données*
Appariement et corrélation avec différentes sources de données ; accès aux sources de données et coopération avec les propriétaires des données administratives.
- b) *Utilisation du registre statistique des entreprises pour produire des statistiques supplémentaires*
Corrélation avec les registres personnels ou sociaux ; production de statistiques sur la démographie des entreprises et l'entrepreneuriat.
- c) *Mondialisation et groupes multinationaux*
Unités statistiques ; profilage ; unités chargées des grands groupes.
- d) *Économie numérique*
Questions conceptuelles et problèmes de mesure ; prise en compte de l'économie du partage ou de l'économie à la tâche dans le registre statistique des entreprises.
- e) *Modernisation du registre statistique des entreprises*
Mise à jour et réorganisation du registre statistique des entreprises en vue d'améliorer les processus de production statistique et de fournir aux utilisateurs des informations de haute qualité.
- f) *Classifications et identificateurs dans le registre statistique des entreprises*
Révisions de la CITI/NACE ; traitement des entités ad hoc et des producteurs de biens sans usine.

8. Les résultats des rapports d'étape des pays de 2018 qui ont été présentés au cours de la réunion devraient être examinés lors de l'organisation de la réunion du Groupe d'experts de 2021.

9. À la séance spéciale à l'intention des pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale et des pays d'Europe du Sud-Est, les participants se sont dits favorables à l'organisation d'un atelier régional afin d'examiner les questions revêtant une importance particulière pour les pays de la région. Il a été proposé d'examiner un certain nombre de sujets, notamment l'utilisation de sources de données administratives, la prise en compte de l'économie non observée, l'établissement de profils et de groupes d'entreprises et la production de statistiques fondées sur le registre statistique des entreprises. L'atelier devrait faciliter l'échange de données d'expérience et mettre l'accent sur les bonnes pratiques qui peuvent être appliquées dans les organismes de statistique de la région. La CEE devrait étudier les possibilités d'organiser cet atelier en coopération avec des organisations internationales et régionales et des pays.

10. Les pays qui souhaiteraient organiser des séances ou présenter des contributions lors de la réunion de 2021 du Groupe d'experts des registres d'entreprises sont invités à contacter la CEE.

Annexe

Résumé des débats

A. Séance 1 : Utilisation de sources de données administratives aux fins des registres statistiques des entreprises

Président de séance : Jamie Brunet (Canada)

1. L'Australie, l'Ukraine, la Mongolie, la Géorgie et la Turquie ont présenté des exposés.
2. L'Australie a rendu compte de l'utilisation des dossiers fiscaux et d'autres dossiers administratifs aux fins du registre statistique des entreprises. Si les données fiscales sont utilisées depuis de nombreuses années, des essais ont été récemment effectués en vue d'utiliser les déclarations d'impôt sur les revenus industriels et commerciaux pour le codage des branches d'activité et les indicateurs de la mondialisation des entreprises. Plus généralement, le Bureau australien de statistique envisage d'utiliser des données administratives dans le cadre de ses processus statistiques génériques. Il a mis en place des mécanismes de gestion de la qualité des données, ainsi que d'échange d'informations et de collaboration avec l'Administration fiscale australienne.
3. Dans son exposé, l'Ukraine a expliqué comment le registre statistique des entreprises s'appuyait sur des données administratives, qui étaient gérées dans le cadre de partenariats entre l'institut de statistique et le Ministère de la justice. Un transfert quotidien entre les deux organismes permet de mettre régulièrement à jour les listes d'entreprises légales et d'entrepreneurs individuels qui constituent la base du registre statistique ukrainien des entreprises. Des données provenant d'enquêtes statistiques et d'autres sources administratives sont également utilisées pour fournir un grand nombre des attributs et des variables clefs nécessaires à la tenue du registre statistique des entreprises.
4. L'exposé de la Mongolie a aussi montré comment le registre statistique des entreprises bénéficiait de l'accès aux données d'enregistrement des entreprises. Grâce à une législation qui autorise l'office statistique à accéder à ces dossiers et au moyen de contrats d'échange de données et de partenariats efficaces avec l'Autorité générale d'enregistrement de l'État, la Mongolie a réussi ces dernières années à accroître la fiabilité de son registre statistique des entreprises et des programmes statistiques que ce registre sert à élaborer.
5. La Géorgie a fait un exposé sur l'utilisation de données administratives pour son registre statistique des entreprises, qui repose en grande partie sur des données de l'Agence nationale de l'état civil et de l'Administration fiscale. Cet exposé a illustré les avantages de ces sources de données et s'est arrêté sur certains des problèmes et des lacunes auxquels l'État s'efforçait de remédier en ce qui concernait les données, par exemple le besoin d'indicateurs de la mondialisation. De préférence, ces lacunes seront comblées par une utilisation accrue des données administratives. L'exposé de la Géorgie a également souligné que de bonnes méthodes de comparaison des dossiers étaient nécessaires pour utiliser efficacement les données administratives.
6. L'exposé final, présenté par la Turquie, a donné un aperçu des progrès importants qui ont été faits dans l'utilisation des données fiscales aux fins du registre statistique turc des entreprises. Depuis 2007, ce registre a été transformé en un dispositif administratif. Auparavant, les données étaient compilées à partir des recensements économiques, dont le dernier a eu lieu en 2002. Comme l'ont montré les exposés des autres pays, l'utilisation et l'affinement des données fiscales aux fins du registre statistique des entreprises reposent sur des cadres juridiques solides et un bon partenariat avec les administrations qui fournissent les données (l'Administration fiscale dans le cas de la Turquie).
7. En résumé, les exposés ont illustré le rôle fondamental que les données administratives peuvent jouer, ainsi que les cadres et les bonnes pratiques qui peuvent assurer le succès de l'utilisation de ces données. Les exposés et les questions et

observations des participants permettent de dégager certains thèmes clefs pour les débats et les exposés futurs, notamment : l'établissement de partenariats avec les organismes administratifs ; les méthodes d'appariement des dossiers ; les problèmes et les solutions de mise en place d'une infrastructure informatique pour traiter les données administratives ; les moyens novateurs de combler, par des données administratives, les lacunes relatives aux indicateurs de mondialisation, à la localisation des entreprises et au codage des branches de production.

B. Séance 2 : Utilisation des mégadonnées et d'autres nouvelles sources de données aux fins des registres statistiques des entreprises

Président de séance : August Götzfried (Eurostat)

8. Le Japon, Eurostat et la Banque centrale européenne ont présenté des exposés.
9. Les principales sources de données utilisées pour les registres statistiques des entreprises sont souvent les registres administratifs ou d'autres sources de données administratives. Afin d'alléger la charge qui pèse sur les répondants et d'améliorer la qualité des registres statistiques des entreprises, de nombreux organismes statistiques recherchent et utilisent des sources de données supplémentaires (sources de mégadonnées ou autres sources de données administratives).
10. Les exposés des trois organisations participantes ont donné un aperçu de la manière dont ces organisations améliorent ou restructurent leur registre statistique des entreprises et les processus fondamentaux de production en utilisant de multiples sources de données. Les différentes expériences ont fait apparaître des problèmes communs, comme la question du traitement des informations antagoniques et la nécessité d'établir et de maintenir en permanence des règles de priorité dans le choix des sources et le traitement subséquent des données. En outre, des exigences claires en matière de données et des règles précises de gouvernance doivent être définies, par exemple pour hiérarchiser l'apport des différents fournisseurs de données. L'objectif final est d'obtenir la meilleure exactitude et le meilleur degré d'actualité possibles des informations administratives et économiques stockées dans le registre statistique des entreprises.
11. Ces nouvelles sources de données ont le potentiel d'améliorer la qualité des registres statistiques des entreprises et de réduire la charge qui pèse sur les répondants ou les administrations. Elles doivent cependant être stables et bien adaptées à l'objectif visé. Une coopération étroite avec le fournisseur de données est cruciale.

C. Séance 3 : Différentes utilisations des registres statistiques des entreprises

Présidente de séance : Luisa Ryan (Australie)

12. L'Italie, le Portugal et Eurostat ont présenté des exposés.
13. Le registre statistique des entreprises a toute une gamme d'utilisations différentes, et notamment les suivantes : fournir des bases et une aide à l'enquête, constituer un ensemble de données à part entière et une source de renseignements sur les entreprises et les unités, aider à produire des données sur la démographie des entreprises, contribuer à l'élaboration de nouveaux indicateurs et faciliter l'intégration des données. Développer l'usage de ce registre permet aux instituts nationaux de la statistique d'en exploiter plus pleinement le potentiel pour soutenir la production et les solutions statistiques, y compris le traitement des problèmes actuels. Cette séance a mis en lumière le fait que les instituts nationaux de la statistique et les organismes supranationaux utilisent de plus en plus le registre statistique des entreprises à des fins diverses, de bonnes pratiques se mettant en place.
14. Les exposés ont mis en évidence la manière dont le registre statistique des entreprises pouvait contribuer à la réalisation d'objectifs statistiques généraux, notamment par la mise au point de nouveaux produits et de données expérimentales sur les entreprises multinationales à partir des registres régionaux (Eurostat) ; la manière dont les instituts

nationaux de la statistique pouvaient collaborer avec d'autres organismes pour adopter une approche commune du codage des branches de production (Portugal) ; et la manière dont de nouvelles enquêtes pouvaient être élaborées par voie de collaboration entre les spécialistes du registre statistique des entreprises et les statisticiens spécialisés (Italie).

15. Les principales conclusions de cette séance ont été les suivantes :

- Il est important d'élargir la collaboration pour produire des solutions. Les exposés ont mis en avant des exemples d'approches collaboratives innovantes aux niveaux régional et national, de même que dans les organismes nationaux de statistique ;
- Une approche régionale (par exemple, le registre européen des groupes) fournit des informations harmonisées à l'appui d'une analyse plus complète des entreprises multinationales ;
- Travailler avec d'autres organismes gouvernementaux afin d'adopter une approche commune de la mise à jour du codage des branches de production améliore l'accessibilité et la cohérence dans l'ensemble des administrations. Les enseignements sont notamment que les organismes nationaux de statistique doivent veiller à ce que le point de vue statistique soit approuvé et puisse être expliqué aux autres parties prenantes ;
- Il est possible d'obtenir des données et des résultats d'enquête de meilleure qualité pour les statistiques structurelles sur les entreprises lorsque l'équipe du registre statistique des entreprises intègre dans ses travaux l'enregistrement des flux intersociétés ;
- Une question essentielle soulevée au cours de cette séance en vue d'un examen futur était celle de savoir si le registre européen des groupes pourrait être étendu à un registre mondial des entreprises.

16. Il serait utile que d'autres exemples d'utilisations différentes du registre statistique des entreprises soient donnés lors des prochaines réunions.

D. Séance spéciale sur les rapports d'étape des pays

17. Claude Macchi (Suisse) a procédé à un tour d'horizon des résultats des rapports d'étape présentés par les pays en 2018. Sur le 48 pays/organisations qui ont soumis un rapport d'étape en 2018, 2 sont d'Afrique, 3 des Amériques, 17 d'Asie et du Pacifique et 26 d'Europe.

Situation actuelle des registres statistiques des entreprises dans les pays considérés

18. La présentation de la situation actuelle des registres statistiques des entreprises dans les pays considérés a mis en évidence l'étendue de ces registres mesurée au nombre d'employés dans les entités répertoriées, au nombre d'entités (entreprises ou entités juridiques) répertoriées et à l'utilisation de coordonnées géographiques ; 53 % des réponses indiquaient que le registre statistique des entreprises incluait le géocodage.

Progrès et évolutions en 2018

19. En ce qui concerne les progrès et les évolutions en 2018, les trois domaines dans lesquels la plupart des travaux ont été signalés sont les unités statistiques, la tenue à jour et la qualité.

- *Unités statistiques* : les travaux ont porté en particulier sur la définition et le suivi des groupes d'entreprises, l'établissement des profils des entreprises ou groupes d'entreprises complexes et de grande taille, la mise en pratique du profilage automatique et la description automatique des entreprises.
- *Tenue à jour* : outre la tenue à jour régulière, plusieurs pays ont mentionné l'amélioration et la modernisation des activités relatives à leur registre statistique des entreprises. La mise au point de questionnaires électroniques de profilage, la création de nouvelles plateformes d'échange de données et l'introduction d'un

numéro unique d'identification des entreprises ont été soulignées comme des mesures importantes.

- *Rôles des registres statistiques des entreprises* : les principaux rôles sont la production de statistiques sur la démographie des entreprises, la corrélation des registres statistiques des entreprises avec d'autres registres (registres d'adresses, registres de bâtiments, etc.), la préparation des recensements des entreprises et l'allègement de la charge de travail des répondants.

Projets à venir

20. S'agissant des projets à venir, les travaux sur les questions qui suivent ont été le plus fréquemment mentionnés :

- *Tenue à jour* : y compris l'amélioration des interfaces entre le registre statistique des entreprises et le Web, le respect des normes et recommandations internationales, l'élargissement des fonctionnalités du registre statistique des entreprises en matière de suivi des groupes d'entreprises et, pour les pays européens, l'amélioration des processus statistiques concernant le registre européen des groupes ;
- *Qualité* : l'accent a été mis sur la préparation de la prochaine mise à jour/révision des classifications des activités économiques (aux niveaux international et national), la poursuite du développement des activités de profilage, l'utilisation accrue des sources administratives et des enquêtes par entretien téléphonique assisté par ordinateur pour la tenue à jour des registres statistiques des entreprises et la poursuite des travaux sur la détermination du secteur institutionnel.

Principaux défis à relever

21. Les trois principaux défis à relever qui ont été mentionnés concernent les rôles du registre statistique des entreprises, les unités statistiques et les sources de données.

- *Rôles des registres statistiques des entreprises* : y compris l'introduction de coordonnées géographiques dans les registres statistiques des entreprises, l'utilisation et l'intégration de données administratives et d'autres données ne provenant pas d'une enquête, l'intégration des registres statistiques des entreprises, des registres sociaux et des registres des bâtiments, le renforcement du rôle du registre statistique des entreprises en tant que base d'échantillonnage et, pour les pays européens, l'élaboration du registre statistique national des entreprises et du registre européen des groupes dans le cadre du système européen de registres des entreprises interopérables, ainsi que la mise en application des modifications ayant trait au nouveau règlement-cadre européen relatif à l'intégration des statistiques des entreprises.
- *Unités statistiques* : en particulier l'application de la définition des entreprises, la mise à jour régulière des registres de groupes d'entreprises, la modernisation des activités de profilage, l'application du règlement-cadre relatif à l'intégration des statistiques des entreprises, la description et le suivi des entreprises et des grandes entreprises et l'intégration des unités d'activité économique.
- *Considérations d'ordre informatique* : l'accent a été mis sur la création d'un registre géré en direct, à l'aide de modèles de données et d'interfaces entre les registres statistiques des entreprises, par les utilisateurs internes des organismes nationaux de statistique, la réorganisation des registres statistiques des entreprises, la mise en place d'un système en ligne de collecte des données et l'édification de nouvelles plateformes informatiques (pour la communication avec les producteurs de données administratives et pour l'encadrement des statistiques d'enquête).

22. Le résumé des rapports d'étape des pays est considéré comme un outil très utile pour donner un aperçu des évolutions, des plans et des défis actuels dans le domaine des registres statistiques des entreprises et pour donner une orientation aux travaux et priorités futurs. Le Groupe d'experts a noté qu'il serait utile de recevoir des rapports d'étape d'un plus grand nombre de pays. Des efforts devraient être faits pour que ceux-ci soient plus

nombreux à soumettre de tels rapports par l'intermédiaire du Groupe de Wiesbaden, des groupes de travail, des équipes spéciales, etc.

E. Séance 4 : Rôle du registre statistique des entreprises dans la modernisation et l'intégration de la production statistique

Président de séance : Roland Sturm (Allemagne)

23. Les Pays-Bas, la Suède et le Kazakhstan ont présenté des exposés.

24. L'exposé des Pays-Bas illustre une étude de cas sur la bonne coopération et l'échange de données entre un organisme national de statistique et une banque centrale en vue d'améliorer la qualité du registre statistique des entreprises en ce qui concernait la description des unités institutionnelles, y compris les entités ad hoc, ce qui avait une incidence non négligeable sur l'économie néerlandaise.

25. L'exposé suédois décrivait une procédure professionnelle d'évaluation et d'amélioration de la qualité du registre statistique des entreprises, dénommée ASPIRE (A System for Product Improvement, Review and Evaluation), qui est un outil d'évaluation de la qualité utilisé par Statistics Sweden. L'évaluation de la qualité implique en outre la consultation d'experts externes et des utilisateurs du registre statistique des entreprises. ASPIRE a été utile pour allouer des ressources aux domaines qui ont le plus de valeur pour les utilisateurs du registre.

26. Le représentant du Kazakhstan a expliqué le rôle du registre statistique des entreprises non seulement dans les statistiques économiques de l'institut de la statistique mais aussi dans la coopération avec d'autres organismes d'État. Parmi les priorités futures figurent l'utilisation accrue des données administratives, l'élaboration d'un identificateur juridique et la création de groupes d'entreprises dans le registre statistique des entreprises.

F. Séance 5 : Portails Web à l'intention des entreprises répondantes

Présidente de séance : Mari Rantanen (Finlande)

27. La France, l'Italie, le Danemark et le Canada ont présenté des exposés.

28. Le portail Web destiné aux entreprises répondantes est un site Web spécialement conçu, d'apparence homogène, qui rassemble de manière uniforme les enquêtes auprès des entreprises, les informations propres à l'entreprise détenues par l'organisme national de statistique, la diffusion personnalisée de données statistiques aux entreprises, pour ne citer que quelques exemples (voir fig. 1). Toutes les enquêtes et tous les services seraient autrement des entités Web différentes aux adresses URL diverses.

29. L'accès au portail Web est contrôlé. L'entreprise autorise une personne (un employé) à communiquer certaines données sur l'entreprise. Le rôle de l'utilisateur détermine quel contenu peut être vu sur le portail et ajouté au portail. Après authentification de l'entreprise et de la personne autorisée, le portail Web offre des services de clientèle pour les entreprises et des services d'appui pour les organismes nationaux de statistique. Le portail peut également utiliser l'interface de programmation d'applications (API) d'un moteur de recherche.

Figure 1

Exemples de services aux entreprises (services de clientèle) et aux organismes nationaux de statistiques (services d'appui) mis à la disposition des entreprises répondantes sur le portail Web



30. La France a décrit sa nouvelle plateforme de collecte de données, qui consiste en un outil de conception de questionnaires normalisé et facile à utiliser, un référentiel de métadonnées, un générateur de questionnaires automatisé et un portail d'enquête.

31. L'Italie a analysé l'efficacité du portail des entreprises de l'Institut italien de statistique, mis en service en 2013 et pleinement opérationnel depuis 2016. Elle a constaté une augmentation des taux de réponse et une amélioration de la qualité des mises à jour des registres statistiques des entreprises (degré d'actualité et exhaustivité), mais aussi une augmentation du nombre de notifications reçues d'entreprises.

32. Le Danemark a résumé l'évolution de la numérisation des enquêtes auprès des entreprises, depuis les enquêtes sur papier jusqu'au point unique actuel de communication numérique et au point unique d'accès à tous les services du secteur public aux entreprises. L'exposé envisageait les questionnaires numériques modulaires de demain, la collecte automatisée de données et l'utilisation de nouvelles sources de (méga) données qui n'auront pas, au départ, été stockées ni collectées à des fins statistiques ou administratives.

33. Le Canada a fait une description précise des portails existants, en voie d'élaboration ou envisagés. À l'heure actuelle, le Canada inclut dans chaque enquête auprès des entreprises un module relatif au registre statistique des entreprises, ce qui a amélioré la mise à jour des bases d'échantillonnage. Une solution de codage des activités à l'échelle de l'ensemble de l'administration est en cours d'élaboration, qui comprend une API prête à l'emploi intéressante pour tirer constamment les enseignements de toutes les recherches effectuées par les entreprises répondantes. Enfin, le Canada a avancé l'idée d'autoriser l'autoprofilage de la structure de l'entreprise sur le portail Web ou d'utiliser des données ouvertes pour établir les profils et d'automatiser le processus.

34. Parmi les principaux points que la séance a permis de mettre en lumière, mentionnons les suivants :

- Approche à l'échelle de l'ensemble de l'administration : en France, conception et création d'un questionnaire pour toutes les enquêtes ministérielles ; au Danemark, boîte aux lettres numérique et point unique d'accès à tous les services du secteur public aux entreprises ; au Canada, centralisation de la mise à jour de la classification des industries (SCIAN) pour l'ensemble de l'administration ;

- Coopération dans la conception du portail : élaboration de logiciels libres au niveau international ou, au niveau national, en coopération avec d'autres organismes publics ;
- Grandes tendances dans le domaine des enquêtes auprès des entreprises : du sur-mesure au prêt-à-porter, des enquêtes indépendantes isolées à une gestion centralisée des enquêtes ;
- Points forts du portail Web : interface cohérente des enquêtes, harmonisation non seulement de la présentation, mais aussi des variables et des définitions, élimination des doubles emplois dans la communication, réduction du nombre d'enquêtes, allègement de la charge de travail des répondants.

G. Séance 6 : Production de statistiques sur la démographie des entreprises et l'entrepreneuriat au moyen du registre statistique des entreprises

Présidente de séance : Caterina Viviano (Italie)

35. L'Autriche, le Bureau of Labor Statistics (États-Unis), l'Italie et l'OCDE ont présenté des exposés.

36. Les exposés portaient sur deux questions : 1) le rôle du registre statistique des entreprises dans la production de statistiques sur la démographie des entreprises et l'entrepreneuriat, et 2) la production d'indicateurs nouveaux et plus actuels sur la démographie des entreprises.

37. La question de savoir comment accroître la logique et la cohérence entre la démographie des entreprises et le registre statistique des entreprises lorsque celui-ci n'est pas la seule source utilisée a également été examinée. L'exposé de l'Autriche a montré comment les différents seuils, méthodes et champs d'application pouvaient être des sources d'incohérence. Le traitement des événements démographiques a également été souligné dans la mesure où ces événements représentent une composante essentielle de la production de statistiques sur la démographie des entreprises.

38. Le Bureau of Labor Statistics a présenté un certain nombre de longues séries chronologiques de statistiques sur la démographie des entreprises et l'entrepreneuriat, produites à partir de sa base de données reliant employeurs et travailleurs (LEED). Dans le système LEED, chaque établissement est relié aux employés ; l'analyse longitudinale permet de repérer les données démographiques des entreprises. Au cours de la séance, des questions ont été soulevées au sujet de problèmes de champ d'application, s'agissant notamment du travail indépendant ; dans ce domaine, des sources administratives supplémentaires (données fiscales) peuvent être utiles.

39. L'exposé de l'OCDE a souligné la nécessité de disposer de statistiques plus détaillées sur les entreprises. Des informations importantes peuvent être obtenues en décomposant les séries selon des caractéristiques déterminées et en examinant les distributions (valeur médiane, quantiles, asymétrie), par exemple dans les analyses de productivité et dans l'analyse de l'hétérogénéité des entreprises. Une première collaboration entre l'OCDE et l'Institut italien de statistique a permis d'analyser les différences de croissance de la productivité entre les branches. Pour étudier la faisabilité et inventorier les meilleures pratiques, un questionnaire pourrait être distribué ultérieurement. Étant donné que d'autres projets de corrélation de microdonnées sont en cours (à savoir les statistiques sur le commerce par caractéristiques des entreprises (CCE)), il a été souligné qu'il ne fallait pas surcharger les pays.

40. L'exposé de l'Institut italien de statistique a porté sur certains résultats d'une étude préliminaire sur l'utilisation des principaux indicateurs conjoncturels pour rendre compte de la démographie des entreprises. Étant donné qu'il est difficile d'obtenir des statistiques plus actuelles sur cette démographie, de nombreuses organisations envisagent la possibilité d'effectuer des estimations. Venant s'ajouter aux données trimestrielles actuelles sur les créations et les faillites fournies par les pays européens, les indicateurs conjoncturels ont

démontré qu'ils permettaient en particulier de prévoir le taux de mortalité dans les secteurs manufacturiers.

H. État d'avancement des travaux du Comité d'experts des statistiques relatives aux entreprises et au commerce

41. La Division de statistique de l'ONU a présenté les travaux du Comité, puis ont suivi des exposés de l'équipe spéciale des registres exhaustifs des entreprises (Pays-Bas), de l'équipe spéciale de la dynamique des entreprises, de la démographie industrielle et commerciale et de l'entrepreneuriat (Mexique) et de l'équipe spéciale du renforcement des capacités en matière de registres des entreprises (Palestine).

42. Le Comité a été créé par la Commission de statistique en 2018 pour coordonner et orienter le développement des statistiques des entreprises et du commerce. Les travaux du Comité se concentrent sur les cinq domaines stratégiques suivants : élaboration de méthodes, coordination, renforcement des capacités, communication et production de données. Des axes de travail ont été définis pour les domaines prioritaires suivants : mondialisation et numérisation, bien-être et durabilité, dynamique des entreprises, démographie industrielle et commerciale et entrepreneuriat, registres exhaustifs des entreprises et renforcement des capacités. Le Comité définit pour les statistiques des entreprises et du commerce de demain de grandes orientations alliant souplesse et adaptation aux nouveaux enjeux. Il étudie activement les possibilités de collaborer avec les mécanismes existants aux niveaux régional et international afin d'éviter les doubles emplois et d'exploiter les synergies.

43. Les domaines prioritaires des équipes spéciales sont les suivants : définition d'un ensemble d'indicateurs clefs relatifs à la dynamique des entreprises, la démographie industrielle et commerciale et l'entrepreneuriat qui tiennent compte des déterminants nouveaux et émergents de l'activité entrepreneuriale (par exemple l'innovation et les technologies de la communication, la recherche-développement) ; élaboration d'une vision stratégique des registres statistiques des entreprises, ceux-ci étant appelés à devenir plus exhaustifs dans une économie en mutation et mieux adaptés à la production statistique, ce qui implique, entre autres choses, de créer un registre mondial des groupes, de définir un identificateur unique et d'élaborer un modèle de structure des registres statistiques des entreprises ; et mise au point d'un modèle de maturité des registres statistiques des entreprises afin d'aider les pays à améliorer leurs registres et de déterminer quels outils (informatique, matériel pédagogique, etc.) peuvent leur être offerts. Une évaluation des pratiques nationales est prévue dans ces domaines afin de faire le point sur la mise en œuvre actuelle dans les pays et de déceler les lacunes.

I. Séance 7 : Registres statistiques des entreprises et mondialisation

Présidente de séance : Pierrette Schuhl (France)

44. Le Mexique, Eurostat, la France, l'Allemagne et la Slovénie ont présenté des exposés.

45. La mondialisation de l'économie est un défi majeur pour les registres statistiques des entreprises et pour les statistiques économiques en général. La mesure de l'activité économique et la collecte de données deviennent plus complexes et plus difficiles, et débordent en partie les frontières des pays. La mondialisation s'accompagne de la mise en place d'arrangements et de structures de production mondiaux de plus en plus complexes par des groupes d'entreprises, où le défi à relever pour les registres statistiques des entreprises consiste à recueillir et à fournir des informations cohérentes et pertinentes dans un monde en constante évolution. Les organismes de statistique doivent en tenir compte lorsqu'ils élaborent des méthodes et des pratiques, tandis que les différences nationales sur le plan de la législation, de la structure institutionnelle et de la diversité structurelle limitent la comparabilité internationale des résultats.

46. L'exposé du Mexique a mis l'accent sur les difficultés qu'il y a, dans les pays ne disposant pas d'un identificateur commun et unique, à relier les informations provenant de différentes sources afin d'estimer les effets du commerce international sur la production et l'emploi intérieurs et faciliter ainsi une prise de décisions plus éclairée.

47. L'exposé de la France et le premier exposé d'Eurostat et de la France ont montré comment les travaux européens sur le registre européen des groupes et l'utilisation de méthodes de profilage pourraient permettre de mieux observer l'activité économique aux niveaux national et européen. En particulier, les exposés ont montré comment les données du registre européen des groupes pourraient contribuer à améliorer la qualité des statistiques nationales des entreprises et que l'organisation interne des groupes était principalement déterminée par l'activité.

48. Dans deux exposés, l'Allemagne et la Slovénie ont mis en question le choix de l'unité statistique en fonction de besoins et d'objectifs différents. La riche discussion qui a suivi a montré l'intérêt que présenterait une nouvelle séance sur ce sujet.

49. Dans son deuxième exposé, Eurostat a présenté le rôle central que jouaient les registres des entreprises dans la coordination et la gouvernance des activités statistiques visant à mieux mesurer les activités des entreprises multinationales.

50. En conclusion, la complexité des systèmes mondiaux de production et des structures des groupes d'entreprises multinationaux impose de mettre au point de nouvelles méthodes et de nouvelles pratiques pour comprendre ces systèmes et ces structures ; à cet égard, la méthode du profilage et le choix de l'unité statistique la plus pertinente pour observer la mondialisation de l'économie sont particulièrement importants.

J. Séance spéciale à l'intention des pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale et des pays d'Europe du Sud-Est

Président de séance : Volker Taube (AELE)

51. La séance spéciale à l'intention des pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale et des pays d'Europe du Sud-Est était organisée dans le cadre du programme d'appui au renforcement des capacités statistiques dans les pays d'Europe orientale et de la Communauté d'États indépendants (programme ECASTAT) et avec le soutien de l'AELE.

Définition et mesure statistiques du secteur informel

52. Dans son exposé, Michael Frosch a donné un aperçu du cadre statistique utilisé par l'OIT pour mesurer l'emploi et, en particulier, l'emploi dans le secteur informel. La définition conceptuelle du secteur informel découle de la résolution concernant les statistiques de l'emploi dans le secteur informel (adoptée par la Conférence internationale des statisticiens du travail (CIST) en 1993), qui a été alignée sur les résolutions de la CIST concernant les statistiques du travail, de l'emploi et de la sous-utilisation du travail (2013) et les statistiques sur les relations de travail (2018). Une définition opérationnelle tiendra compte des critères concernant l'organisation juridique, l'absence d'un ensemble complet de comptes, le fait d'avoir une certaine production marchande et le fait de ne pas être enregistré. L'emploi informel se rapporte donc aux personnes employées dans une entreprise marchande individuelle informelle. Tant les registres statistiques des entreprises, dans lesquels les entreprises du secteur informel ne sont généralement pas répertoriées, que les enquêtes auprès des établissements, qui excluent souvent les unités qui comptent peu d'employés, ne sont pas enregistrés ou n'ont pas de locaux « visibles », tendent à sous-estimer le secteur informel. L'OIT a entrepris de réviser les normes relatives aux statistiques du secteur informel en vue de présenter une proposition de normes révisées à la CIST en 2023.

Marqueurs de qualité du registre suisse des entreprises

53. Natalia Dorontsova (Office fédéral suisse de la statistique) a présenté les indicateurs de qualité (marqueurs de qualité) qui ont été élaborés pour suivre et évaluer la classification des unités statistiques du registre statistiques suisse des entreprises selon l'activité

économique. Le marqueur de qualité est obtenu en combinant deux facteurs : 1) le temps écoulé depuis l'attribution du code d'activité à l'entreprise, la fiabilité de ce code étant censée diminuer avec le temps et 2) une mesure de la fiabilité de la source du code d'activité ; par exemple, la fiabilité du code de classification obtenu à partir du registre de la TVA peut être considérée comme égale à 100 %, mais seulement à 80 % si l'information est obtenue à partir d'un profilage léger de l'entreprise. Bien que les facteurs soient configurés manuellement, les marqueurs de qualité sont calculés automatiquement et constituent un outil facile à utiliser pour suivre et évaluer la qualité de la classification des unités statistiques dans le registre statistiques des entreprises et indiquer où allouer des ressources à l'assurance de la qualité.

Conditions à observer pour que le registre statistique des entreprises produise des statistiques sur la démographie des entreprises et l'entrepreneuriat

54. Les diapositives sur les conditions à observer pour que le registre statistique des entreprises produise des statistiques sur la démographie des entreprises et l'entrepreneuriat, réalisées par Norbert Rainer, expliquent les principaux indicateurs de la démographie des entreprises, à savoir le taux de natalité, le taux de survie et le taux de mortalité, et comment ces indicateurs peuvent être ventilés selon l'activité économique ou d'autres variables. Elles indiquent pourquoi le registre statistique des entreprises constitue une bonne base pour la production de statistiques sur la démographie des entreprises et énumèrent les conditions que le registre doit remplir à cette fin. Les diapositives présentées dans le cadre de l'exposé expliquent les principales règles de continuité à appliquer pour l'enregistrement et le suivi des entreprises dans le temps, ainsi que les prescriptions applicables au registre statistique des entreprises. Des définitions des principaux concepts de la démographie des entreprises y sont également données et des lectures complémentaires recommandées : *Guidelines on the use of statistical business registers for business demography and entrepreneurship statistics* (CEE, 2018) ; *Eurostat-OECD Manual on Business Demography Statistics* (Eurostat, 2007) et *Guidelines on Statistical Business Registers* (CEE, 2015).